



Building a Europe
for and with children
Construire une Europe
pour et avec les enfants



Strasbourg, 10 novembre 2022
CDENF(2022)PV02

Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF)

Cinquième réunion plénière
Rapport de réunion

Strasbourg, 4-6 juillet 2022
Par vidéoconférence

Préparé par la Division des droits de l'enfant

children@coe.int
www.coe.int/cdenf

Rapport de réunion

1. Ouverture de la réunion

1. Le Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF) a tenu sa cinquième réunion plénière à Strasbourg en format en ligne du 4 au 6 juillet 2022, sous la présidence de Maria-Andriani Kostopoulou (Grèce).
2. La Présidente souhaite la bienvenue à tous les membres, participants et observateurs à cette réunion, soulignant que cette première réunion après la conférence de lancement de la nouvelle stratégie pour les droits de l'enfant (2022-2027) serait notamment consacrée aux premières étapes vers des actions concrètes dans le cadre de la stratégie. En outre, le Bureau avait décidé de placer en tête de l'ordre du jour un échange thématique sur la situation des enfants en Ukraine et en provenance de ce pays, afin de donner au CDENF l'occasion d'être informé par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les migrations et les réfugiés, Leyla Kayacik, et d'échanger avec elle.

2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

3. Le CDENF adopte son ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe I. La liste des participants figure à l'annexe II.

3. Approbation du projet de rapport de réunion de la session plénière consacrée aux droits des enfants dans la migration (1 - 3 février 2022).

4. Le CDENF approuve le projet de rapport de réunion de sa session plénière consacrée aux droits des enfants dans la migration (1 - 3 février 2022).

4. Déclaration de la Présidente et du secrétariat

5. Le CDENF prend note des informations pratiques fournies par la Présidente et le Irena Guidikova, Cheffe du Service des droits de l'enfant et des valeurs du sport, via un message vidéo préenregistré, félicite le CDENF pour l'adoption de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2022-2027) et encourage le Comité à poursuivre son programme de travail, apportant ainsi des réponses utiles aux besoins des Etats membres, et à capitaliser sur les connaissances et les compétences réunies au sein du Comité. Elle exprime en outre sa gratitude à la présidence italienne du Comité des Ministres pour son soutien exceptionnel au lancement réussi de la Stratégie en accueillant la Conférence de lancement de haut niveau à Rome (7-8 avril 2022).

5. Plan de travail du CDENF : Aperçu des principales activités, priorités et réunions

6. Le CDENF examine et approuve son plan de travail pour la première période biennale de son mandat (2022-2023).

6. Examen de la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021)

7. Le CDENF prend note et exprime sa satisfaction à l'égard du Rapport final de mise en œuvre de la précédente Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021) et charge le Secrétariat, sous réserve des derniers commentaires possibles à envoyer avant le 8 juillet 2022, de soumettre le rapport au Comité des Ministres pour information.

7. Mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2022-2027)

7.1 Conclusions de la Conférence de lancement à haut niveau de la Stratégie (Rome 7-8 avril 2022), organisée par la présidence italienne du Comité des Ministres.

8. La Présidente remercie chaleureusement la délégation italienne d'avoir accueilli cet événement réussi, soulignant ainsi le soutien politique exceptionnel et le fort engagement exprimés par tous les intervenants, y compris les vice-ministres et secrétaires d'État de vingt États membres. Les délégations expriment leur haute appréciation de l'événement, soulignant l'importance du travail entrepris par les parties prenantes dans le cadre de la stratégie, ainsi que la grande valeur de la contribution des enfants, à la fois comme jeunes experts et comme jeunes délégués. Il a également été fait référence à l'actualité de la session consacrée à la situation des enfants dans les situations de crise et d'urgence.
9. Le CDENF prend note du [rapport sur la conférence](#), ainsi que des ressources supplémentaires.

7.2 Élaboration d'outils de mise en œuvre facilitant le suivi et le compte rendu de la Stratégie

10. Le CDENF prend note et se félicite des documents et outils opérationnels actuellement en cours de préparation par le Secrétariat, comme prévu par la stratégie, pour faciliter son suivi et le compte rendu de sa mise en œuvre.
11. La Présidente encourage les membres du CDENF à agir comme des "ambassadeurs" de la stratégie en la présentant et en la promouvant, chaque fois que l'occasion se présente, lors d'événements pertinents au niveau national. Le Secrétariat partagera sa présentation Power Point sur la stratégie et sa mise en œuvre avec les délégations afin qu'elles puissent l'utiliser dans ce contexte.

7.3 Objectif stratégique 1 : Protéger tous les enfants contre la violence

Projet de recommandation et projet d'exposé des motifs sur le renforcement des systèmes de signalisation sur la violence à l'égard des enfants (CDENF-GT-VAE)

12. Le CDENF entend une mise à jour de Rosario Farmhouse (Portugal), Présidente du Groupe de travail sur les réponses à la violence contre les enfants (CDENF-GT-VAE) sur l'état d'avancement des travaux sur le projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres contenant des lignes directrices sur le renforcement des systèmes de signalement de la violence contre les enfants et son projet d'exposé des motifs. Le Comité est informé que les projets font actuellement l'objet d'un examen par des experts issus de différents milieux professionnels en contact avec des enfants. Les documents seront à nouveau examinés par le groupe de travail lors de sa prochaine réunion le 22-23 septembre. Il est prévu que le texte soit envoyé au CDENF pour être examiné en détail et approuvé en novembre lors de sa 6ème réunion plénière.
13. La présidente donne son point de vue sur l'obligation légale de signaler tout en prenant dûment note que ce concept peut avoir une signification différente selon les juridictions. Elle évoque également le fait que les procédures de suivi pour les professionnels ayant fait un rapport et la longueur des procédures constituent des obstacles au signalement. En outre, elle souligne que la formation devait être systématique, en plus d'être obligatoire, et qu'elle devait être dispensée à tous les professionnels, y compris aux bénévoles, à la fois initialement et en cours d'emploi.

14. Le CDENF prend note du projet de recommandation et de son projet d'exposé des motifs, apprécie les progrès réalisés par le groupe de travail et est invité à envoyer ses commentaires par écrit au Secrétariat avant le 4 septembre 2022 afin de guider le groupe de travail dans la finalisation des projets de textes.

7.4. Objectif stratégique 2 : Garantir l'égalité des chances et l'inclusion sociale pour tous les enfants

15. Le CDENF entend des informations de la part de son membre du Bureau Ružica Boškić (Slovénie), sur un Séminaire sur l'intervention précoce sur les enfants intersexués - Promouvoir les droits de l'enfant, qui s'est tenu le 31 mai 2022 et a été organisé par le Comité directeur pour les droits de l'homme dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CD-BIO), et sur sa présentation des droits de l'enfant en jeu, qui a fait référence à la jurisprudence pertinente et récente de la CEDH ([*M c. France \(déc.\) - 42821/18, 26.4.2022*](#)). Ritva Halila, présidente du CD-BIO, informe le CDENF du suivi de l'événement, et le CDENF exprime son intérêt pour une collaboration plus poussée sur cette question entre les deux comités directeurs.
16. Le CDENF examine une note conceptuelle sur l'accès des enfants à des soins de santé mentale de qualité, en prenant note de l'actualité du sujet, compte tenu également de l'article 3 de la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine (accès équitable aux soins de santé), et de l'importance de tenir compte des initiatives nationales pertinentes en la matière. Les délégations sont convenues qu'il fallait limiter la charge que représente l'établissement de rapports, notamment pour les autorités sanitaires nationales, qui sont déjà soumises à une pression considérable, en tenant compte des données déjà existantes et en renforçant la coordination entre les délégations nationales du CDENF et du CD-BIO. Pour faciliter cela, le secrétariat du CDENF mettra en contact les délégations nationales du CDENF avec leurs homologues du CD-BIO, à leur demande.
17. Le CDENF approuve la note conceptuelle et charge son secrétariat de prendre les mesures suivantes en vue de l'élaboration d'une étude cartographique sur l'accès des enfants à des soins de santé mentale de qualité, comme prévu par le processus de travail suggéré et le calendrier provisoire de la note conceptuelle.

7.5 Objectif stratégique 3 : Garantir l'accès aux technologies et leur utilisation sûre pour tous les enfants

18. Le CDENF entend une présentation de Leanda Barrington-Leach, Directrice d'action internationale de la 5Rights Foundation, sur les défis des droits de l'homme pour les enfants soulevés par les technologies de l'intelligence artificielle et sur le travail pertinent de son organisation, y compris une boîte à outils de sécurité en ligne conçue pour fournir une feuille de route étape par étape pour les décideurs politiques dans la mise en œuvre de l'observation générale n° 25 (2021) de la CNUDE sur les droits de l'enfant en relation avec l'environnement numérique.
19. Le CDENF est informé par le secrétaire du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI) de ses travaux en cours visant à élaborer un cadre juridique approprié pour le développement, la conception et l'application de l'intelligence artificielle, fondé sur des normes consacrées par le respect des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit et qui est propice à l'innovation. Le secrétaire du CAI souligne également l'importance d'inclure la perspective des droits de l'enfant dans les activités futures du Conseil de l'Europe dans ce domaine.
20. Le CDENF examine, révisé et approuve une note conceptuelle concernant un rapport sur les droits de l'enfant et l'intelligence artificielle. Ce faisant, il considère la nécessité de prendre en compte les études et enquêtes déjà existantes menées aux niveaux

international et régional, à compléter le cas échéant, et charge son Secrétariat de prendre les mesures appropriées pour lancer la préparation du rapport.

7.6 Objectif stratégique 4 : Offrir une justice adaptée aux besoins de tous les enfants

Projet de recommandation(s) sur la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant en cas de séparation parentale et dans les procédures de prise en charge (CJ/ENF-ISE)

21. Le CDENF entend une mise à jour par la Présidente du Comité d'experts (CJ/ENF-ISE), Seamus Carroll (Irlande), sur les travaux en cours concernant le thème des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la séparation parentale et dans les procédures de prise en charge. Le CDENF salue les progrès accomplis et décide d'examiner le projet de recommandation révisé lors de sa 6ème réunion plénière.
22. Le CDENF accueille favorablement les informations fournies par la Déléguée irlandaise, Eimear O'Brien, sur les événements pertinents organisés par la Présidence irlandaise du Comité des Ministres, notamment la Conférence à mi-parcours du Projet conjoint CP4Europe de l'Union européenne/Conseil de l'Europe sur " La participation des enfants et des jeunes pour l'Europe ", qui se tiendra à Cork, en Irlande, du 23 au 25 mai 2022, et une conférence internationale en rapport avec les travaux thématiques du CJ/ENF-ISE, y compris une audition des parties prenantes concernées, qui devrait se tenir à Dublin du 3 au 5 octobre 2022.
23. Le CDENF prend note des informations fournies par la représentante de la Conférence des OING (CINGO), Katerina Melissari, sur les résultats d'un webinaire sur la détermination et l'évaluation de l'intérêt supérieur et des droits des enfants dans les procédures de séparation parentale et de prise en charge, organisé par le Comité de la société civile sur les droits de l'enfant, le 21 juin 2022 (les présentations et les vidéos des sessions seront publiées d'ici la fin du mois d'août sur le [site web dédié](#)).
24. Le CDENF prend note des autres travaux pertinents en cours dans le cadre de projets de coopération, notamment de la mise à jour du cours HELP sur la justice adaptée aux enfants, et du développement d'un outil d'évaluation sur la justice adaptée aux enfants.

7.7 Objectif stratégique 5 : donner la parole à chaque enfant

7.7.1 Projet de guide de bonnes pratiques concernant la participation des enfants aux processus de décision sur les questions relatives à leur santé (BIO/ENF-CP)

25. Le CDENF entend une mise à jour par le coprésident du groupe de rédaction, Joost van Haelst (Belgique), sur l'avancement des travaux et sur la première version du guide présentée au CDENF pour commentaires. Il remercie les délégations pour les exemples de pratiques déjà soumis, et les a encouragées à envoyer d'autres exemples, notamment sur les pratiques relatives aux processus de décision individuels. Ritva Halila (Présidente du CD-BIO et Co-présidente de BIO/ENF-CP), a ajouté que le groupe apprécierait la contribution des enfants ainsi que les commentaires des délégués du CDENF sur le texte. Le CDENF salue les progrès réalisés et a convenu d'envoyer tout commentaire supplémentaire sur le projet de guide, ainsi que d'autres exemples de pratiques, d'ici le 5 août 2022.

7.7.2 Propositions pour le lancement de l'activité du CDENF sur les enfants défenseurs des droits de l'homme

26. Le CDENF entend une présentation d'Alex Conte, directeur de Child Rights Connect, sur les actions de soutien aux enfants défenseurs des droits de l'homme, qui souligne l'importance d'impliquer les enfants dans l'élaboration d'un rapport dans ce domaine.

Les délégations accueillent favorablement la présentation et la note conceptuelle et soulignent la nécessité pour les adultes de changer leur relation et leur perception des enfants. D'autres points soulevés concernent les limitations rencontrées par les enfants en fonction de leur âge et de leur développement ; le risque d'être exposé au harcèlement ; et l'importance de définir comment les droits de l'enfant et la législation sur la vie privée se croisent.

27. Le CDENF examine et approuve une note conceptuelle concernant un rapport sur les enfants en tant que défenseurs des droits de l'homme et a chargé son secrétariat de prendre les mesures appropriées pour lancer la préparation du rapport.

7.8. Objectif stratégique 6 : Garantir les droits de l'enfant dans les situations de crise et d'urgence

7.8.1 Échange thématique sur la situation des enfants en Ukraine et en provenance d'Ukraine

28. Le CDENF salue la présentation de Leyla Kayacik, Représentante spéciale du Secrétaire général pour les migrations et les réfugiés, sur les résultats de ses missions d'enquête dans les pays voisins, en soulignant les domaines d'action prioritaires suivants : la nécessité de protéger les personnes les plus vulnérables, l'accès aux soins de santé, l'intégration linguistique, l'accès à l'éducation et au marché du travail, et l'inclusion dans les sociétés. Elle fait également référence à la 5ème réunion du réseau des points focaux sur les migrations, qui s'est tenue les 9 et 10 juin 2022 et qui a abordé la situation des personnes fuyant l'Ukraine, et a échangé sur les approches et procédures adaptées aux enfants dans le cadre des migrations.
29. Le CDENF prend note des informations du Secrétariat sur les activités pertinentes du Comité de Lanzarote et des activités de coopération liées aux enfants touchés par la migration, suivies d'un échange sur la situation des enfants dans et depuis l'Ukraine. Les principaux défis soulevés lors de la discussion ont mis en évidence la nécessité : de développer des mécanismes de surveillance visant à prévenir les mesures qui porteraient atteinte aux droits des enfants ; d'identifier des mécanismes pour empêcher l'adoption d'enfants sur le territoire d'autres pays ; et de fournir des soins de santé mentale aux enfants ayant subi un traumatisme. Les délégations ont souligné la nécessité de la coopération/collaboration, de la formation et de l'utilisation des outils existants.
30. Suite à cet échange, le CDENF charge son Bureau d'étudier les possibilités d'échanges futurs sur des thèmes d'actualité.

7.8.2 Évaluation de l'âge des enfants dans la migration (*pour adoption*)

31. Le CDENF adopte le projet d'exposé des motifs du projet de recommandation du Comité des Ministres sur les principes des droits de l'homme et les directives d'application sur l'évaluation de l'âge des enfants dans le cadre des migrations, à transmettre au Comité des Ministres pour information avec son projet de recommandation, tel qu'approuvé par le CDENF le 2 février 2022.

8. Questions transversales :

- a. Approches transversales telles que promues par la stratégie (sensibilité au genre, anti-discrimination, participation des enfants).
 - b. Échange sur les activités européennes et nationales de participation des enfants liées à la stratégie
32. Le CDENF entend une présentation de Luisa Sotomayor, Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence

contre les enfants, sur leur travail transversal sur la participation des enfants, y compris la production d'une vidéo "Let's tell the world", et la cartographie des activités de participation des enfants (disponible sur [Child Participation Map | United Nations](#)).

33. Le CDENF entend une présentation de Brigitte van den Berg, représentante du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, sur les actions de promotion des OMD pour les enfants au niveau local, y compris la production du livret "Comment rendre ta ville meilleur", qui a été développé en coopération avec les enfants et avec le soutien de la division des droits de l'enfant. La brochure est disponible sur le site web du congrès. Le CDENF est invité à proposer toute autre action à entreprendre en tant que contribution à l'Agenda 2030 de l'UNSDG, le cas échéant.

9. Coopération avec les organes pertinents du Conseil de l'Europe et d'autres organisations

34. Le CDENF prend note des informations fournies par d'autres organes et secteurs du Conseil de l'Europe, notamment le Comité de Lanzarote et l'Unité de coopération de la Division des droits de l'enfant, l'Assemblée parlementaire, et les organisations partenaires (Eurochild), qui font le point sur leurs activités respectives.

10. Avis demandés par le Comité des Ministres

35. Le CDENF révisé et approuve un projet d'avis sur la Recommandation 2225(2022) de l'APCE "Pour une évaluation des moyens et des dispositions visant à lutter contre l'exposition des enfants à des contenus pornographiques" ; approuve un projet d'avis sur la Recommandation 2227(2022) de l'APCE) "Désinstitutionnalisation des personnes handicapées", et convient d'envoyer tout commentaire supplémentaire sur le projet d'avis sur la Recommandation 2234 (2022) de l'APCE sur "L'éradication de l'extrême pauvreté des enfants en Europe : une obligation internationale et un devoir moral" avant le 19 août 2022 en vue de son adoption ultérieure en procédure écrite.

11. Méthodes de travail du CDENF

36. **Le CDENF examine et approuve** les méthodes de travail proposées pour l'intégration thématique et la coopération entre les comités intergouvernementaux du Conseil de l'Europe et échange sur des domaines particulièrement pertinents.

12. Élections (Bureau) et nominations (Rapporteurs)

Élection d'un-e président-e, d'un-e vice-président-e et d'un membre

37. Le CDENF élu par vote secret :
- Rosário FARMHOUSE (Portugal) en tant que Présidente pour un mandat d'un an, renouvelable une fois ;
 - Ruzicá BOŠKIĆ (Slovénie) en tant que vice-Présidente pour un mandat d'un an, renouvelable une fois ;
 - Solvor BÄCKLUND (Norvège) en tant que membre du bureau pour achever le mandat de Ruzicá Boskić après son élection en tant que vice-présidente (jusqu'au 31 décembre 2023). Ce mandat peut être renouvelé une fois.

Nomination de rapporteurs thématiques sur les perspectives intégrées, ainsi que d'éventuels représentants ad hoc pour suivre des activités spécifiques.

38. Le CDENF décide de reporter la nomination de ses rapporteurs thématiques à la 6e réunion plénière du CDENF.

13. Demandes de statut d'observateur auprès du CDENF

39. Le CDENF examine deux demandes de statut d'observateur, à la lumière des propositions faite par son Bureau, décide d'accorder le statut d'observateur à "Hope for Children CRC policy center" ; et décide de ne pas accorder le statut d'observateur à "Hope and Homes for Children".

14. Questions diverses

40. Le CDENF remercie chaleureusement et exprime sa gratitude à la Présidente sortante, Maria-Andriani Kostopoulou, pour son travail dévoué et son engagement de longue date à la cause du CDENF et plus généralement à la promotion des droits de l'enfant au Conseil de l'Europe.

15. Date et lieu de la prochaine réunion

41. Le Secrétariat fourni des informations concernant les prochaines réunions :
- 26 septembre 2022 (Paris) : 8^e Réunion du Bureau du CDENF
 - 15-17 novembre 2022 (Strasbourg) : 6^e Réunion plénière du CDENF
42. Le CDENF entend et salue l'information de Mme Hjördís Thordardottir, Islande, sur les priorités relatives aux droits de l'enfant de la prochaine présidence islandaise au Comité des Ministres, et les activités organisées à l'occasion de la "Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels 2022".

16. Approbation du rapport de réunion abrégé

43. Compte tenu du manque de temps, le Comité convient de procéder à l'approbation du rapport abrégé dans le cadre d'une procédure écrite.

Annexe I**Agenda**

1.	Ouverture de la réunion
2.	Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
3.	Approbation du rapport de réunion de la session plénière consacrée aux droits des enfants dans la migration (1-3 février 2022)
4.	Déclaration de la Présidente et du secrétariat
5.	Plan de travail du CDENF : Aperçu des principales activités, priorités et réunions
6.	Examen de la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2016-2021)
7.	Mise en œuvre de la stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (2022-2027)
7.1	Conclusions de la Conférence de lancement à haut niveau de la Stratégie (Rome 7-8 avril 2022), organisée par la présidence italienne du Comité des Ministres
7.2	Elaboration d'outils de mise en œuvre facilitant le suivi de la Stratégie et l'établissement de rapports sur celle-ci
7.3	Objectif stratégique 1 : Protéger tous les enfants contre la violence Projet de recommandation et projet d'exposé des motifs sur le renforcement des systèmes de signalisation sur la violence à l'égard des enfants (CDENF-GT-VAE)
7.4	Objectif stratégique 2 : Garantir l'égalité des chances et l'inclusion sociale pour tous les enfants Propositions pour le lancement de l'activité du CDENF sur l'intelligence artificielle
7.5	Objectif stratégique 3 : Garantir l'accès aux technologies et leur utilisation sûre pour tous les enfants Propositions pour le lancement de l'activité du CDENF sur l'intelligence artificielle

7.6	Objectif stratégique 4 : Offrir une justice adaptée aux besoins de tous les enfants
	Projet de recommandation(s) sur la protection de l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE)
7.7	Objectif stratégique 5 : donner une voix à chaque enfant
7.7.1	Projet de guide de bonnes pratiques concernant la participation des enfants aux processus de décision sur les questions relatives à leur santé (BIO/ENF-CP)
7.7.2	Propositions pour le lancement de l'activité du CDENF sur les enfants comme défenseurs des droits de l'homme
7.8	Objectif stratégique 6 : Garantir les droits de l'enfant dans les situations de crise et d'urgence
7.8.1	Echange thématique sur la situation des enfants en Ukraine et en provenance d'Ukraine
7.8.2	Evaluation de l'âge des enfants dans la migration
8.	Questions transversales
9.	Coopération avec les organes pertinents du Conseil de l'Europe et d'autres organisations
10.	Avis demandés par le Comité des Ministres
11.	Méthodes de travail du CDENF
12.	Élections (Bureau) et nominations (Rapporteurs)
13.	Demandes de statut d'observateur auprès du CDENF
14.	Questions diverses
15.	Date et lieu de la prochaine réunion
16.	Approbation du rapport de réunion abrégé

Annexe II**Liste des participant.es****MEMBERS / MEMBRES**

ALBANIA / ALBANIE	Alma Tandili Chair of the State Agency for the Protection of Children's Rights Arda Hoxha Head of Sector and Protection and Monitoring of Child Rights Ministry of Health and Social Protection
ANDORRA / ANDORRE	Raquel Llorens Social worker Children's, Adolescents and Youth Department Ministry of Social Affairs, Youth and Equality
ARMENIA / ARMENIE	Laura Karapetyan Representative of the Unit for Protection of Children Rights Human Rights Defender's Office
AUSTRIA / AUTRICHE	
AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN	Jeyran Rahmatullayeva Head of the Office State Committee for Family, Women and Children Affairs of the Republic of Azerbaijan
BELGIUM / BELGIQUE	Joost Van Haelst Policy officer for the rights of the child, Flemish Department for Culture, Youth and Media Anne-Marie Dieu Directrice de recherche-Coordinatrice a.i. Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse
BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET HERZÉGOVINE	Irena Penc Puzić Ministry of Human Rights and Refugees
BULGARIA / BULGARIE	Eleonora Lilova Chairperson of the State Agency for Child Protection Milena Anastasova Chief expert at State Agency for Child Protection Maria Belichovska Junior expert at State Agency for Child Protection Dimitar Kolev State Agency for Child Protection
CROATIA / CROATIE	Margareta Maderić State Secretary Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy Tatjana Katkić Stanić Director Institute for Social Work Ministry of Labour, Pension System, Family and Social Policy
CYPRUS / CHYPRE	Despo Livaniou Michaelidou Commissioner for Children's Rights

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	Diana Šmídová Lawyer and Children's Rights Committee's Secretary Department of Human Rights and Protection of Minorities Office of the Government of the Czech Republic
DENMARK / DANEMARK	Amalie Taarup Kroon Head of Section Legal and International Relations Ministry for Social Affairs and Senior Citizens
ESTONIA / ESTONIE	Hanna Vseiov Head of Department Children and Families Department Ministry of Social Affairs
FINLAND / FINLANDE	Helinä Heikkinen Legal Officer Ministry for Foreign Affairs
FRANCE	Alexis Rinckenbach Chef du bureau des affaires européennes et internationales Stephania Chiru Chargée de mission Bureau des affaires européennes et internationales Ministère des Solidarités et de la Santé Coline Barolon Ministère des Solidarités et de la Santé Aitana Pérez Navarro Ministère des Solidarités et de la Santé Amelle Zitouni Ministère des solidarités et de la Santé
GEORGIA / GÉORGIE	Maka Peradze Head of the Human Rights Secretariat of the Administration of the Government of Georgia
GERMANY / ALLEMAGNE	
GREECE / GRÈCE	Maria-Andriani Kostopoulou Attorney at Law, Supreme Court Panagiota Margaroni Official Department of relations with international organisations Directorate of International relations Ministry of Labour and Social Affairs Paraskevi Kakara Official Department of relations with international organisations Directorate of International relations Ministry of Labour and Social Affairs
HUNGARY / HONGRIE	Ildikó Pákozdi Head of Department Ministry of Human Capacities
ICELAND / ISLANDE	Hjördis Eva Thordardóttir Senior Advisor Ministry of Education and Children
IRELAND / IRLANDE	Éimear O'Brien Assistant Principal, Child Rights Policy Unit Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth

	Deidre Reidy Higher Executive Officer Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth
ITALY / ITALIE	Alfredo Ferrante Chief of Service Department for Family Policies Presidency of the Council of Ministers
LATVIA / LETTONIE	Lauris Neikens Children and Family Policy Department Senior Expert Ministry of Welfare
LIECHTENSTEIN	
LITHUANIA / LITUANIE	Kristina Stepanova Head of the Family and Child Rights Protection Group Ministry of Social Security and Labour
LUXEMBOURG	Marguerite Krier Conseiller de Gouvernement 1ère classe Chef de Service des Droits de l'Enfant Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
MALTA / MALTE	Jonathan Silvio Director Policy Development and Programme Implementation Ministry for Social Justice and Solidarity, the Family and Children's Rights
REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA	Igor Chișcă Head of the Directorate for Policy for the Protection of the Rights of the Child and Families with Children Ministry of Labor and Social Protection.
MONACO	Dalila Mehdi Administrateur Division de l'Inclusion Sociale et du Handicap Direction de l'Action et de l'Aide Sociales
MONTENEGRO	
NETHERLANDS / PAYS-BAS	Dounia Latrache Policy Officer Ministry of Health, Welfare and Sport Mohamed Mahamuud Policy Officer Ministry of Health, Welfare and Sport Sebastiaan Rood Policy Officer Ministry of Justice and Security Dimitra Tuijelaars Policy Officer Ministry of Justice and Security
NORTH MACEDONIA / MACEDOINE DU NORD	Aleksandar Georgievski Head of Strategic Planning Department Ministry of Labor and Social Policy
NORWAY / NORVEGE	Solvor Bäcklund Senior Advisor Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs
POLAND / POLOGNE	Anna Czech International Co-operation Department Ministry of Family and Social Policy

	Magdalena Witkowska Office of the Government Plenipotentiary for Demographic Policy Ministry of Family and Social Policy of Poland Agnieszka Tomczewska Deputy Director of the Family and Juveniles Department Ministry of Justice Agnieszka Matysek Chef Specialist, Judge Team to prevent child sexual abuse and sexual exploitation Ministry of Justice Anna Błaszczuk Counselor Ministry of Health Maria Strzemieczna-Salikier Chef Specialist Ministry of Health Col. Iwona Przybyłowicz Advisor Foreigners Department Polish Border Guard Headquarters
PORTUGAL	Rosário Farmhouse President of the National Commission for the Promotion of the Rights and Protection of Children and Young People
ROMANIA / ROUMANIE	
SAN MARINO / SAINT-MARIN	Giulia Santi First Secretary Ministry of Foreign Affairs
SERBIA / SERBIE	Ivana Banković Senior Adviser Department for International Relations, European Integration and Project Management Ministry of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs
SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE	Mária Vargová Director of National Coordination Centre for Resolving the Issues of Violence against Children (NCC) Ministry of Labour, Social Affairs and Family
SLOVENIA / SLOVENIE	Ružica Boškić Secretary Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities
SPAIN / ESPAGNE	Cristina Ayuso Cabrerizo Head of the Service of legal analysis and reports on childhood Directorate General for the Rights of Children and Adolescents Ministry of Social Rights and Agenda 2030
SWEDEN / SUEDE	Per-Anders Sunesson Deputy Director-General Division for EU and International Affairs Ministry of Health and Social Affairs
SWITZERLAND / SUISSE	Jean-Marie Bouverat Affaires internationales Secteur Organisations internationales Office fédéral des assurances sociales

TÜRKİYE	Zeynep Han Akin Expert on Family and Social Affairs Ministry of Family and Social Services Fikret Yaman Expert on Family and Social Affairs Ministry of Family and Social Services Ayşenur Çoban Expert on Family and Social Affairs Ministry of Family and Social Services
UKRAINE	Svitlana Ilchuk Head of the Expert Group Ministry of Social Policy
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI	Thomas Madden Children's Rights, Senior Policy Advisor Children's Services, Communications & Strategy Group (CSCSG) Department for Education

OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

JAPAN / JAPON	Françoise Richer Secretariat of the Deputies to the Permanent Observer / <i>Secrétariat des Adjoints à l'Observateur Permanent</i>
----------------------	--

NON-MEMBERS STATES WITH THE COUNCIL OF EUROPE HAS A NEIGHBOURHOOD PARTNERSHIP / ETATS NON-MEMBRE AVEC LESQUELS LE CONSEIL DE L'EUROPE A UN PARTENARIAT DE VOISINAGE

MOROCCO / MAROC	Saana Raji Cadre au service de protection des enfants en situation difficile Ministère de la Solidarité, de l'Insertion Sociale et de la Famille
TUNISIA / TUNISIE	Samir Ben Meriem

INTERNATIONAL ORGANISATIONS / ORGANISATIONS INTERNATIONALES

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)	Andreas Wissner UNHCHR Representative to the European Institutions in Strasbourg / Représentant de l'HCR auprès des Institutions européennes à Strasbourg Jutta Seidel Senior Legal Associate / Associée juridique principale Delphine Leneutre Legal Associate / Associée juridique Laura Baumert Intern / stagiaire
Office of the Special Representative of the United Nations Secretary-General on Violence against Children (SRSG VAC) / Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants	Luisa Sotomayor Child Participation Soraya Addi

European Union Agency for Asylum (EEA) / <i>Agence de l'Union européenne pour l'asile</i> (AUEA)	Nilde Robotti Vulnerability Officer Reception and Vulnerability Sector Asylum Knowledge Centre
--	--

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Eurochild	Mieke Schuurman Senior Policy Advisor Children's Rights & Safeguarding
Children's Rights Information Network (CRIN) / <i>Réseau d'information sur les droits des enfants (CRIN)</i>	Leo Ratledge Co-Director
International Association of Youth and Family Judges and Magistrates / <i>Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille (AIMJF)</i>	Daniel Pical Président de la Section Européenne
SOS Children's Villages International	Louise Reeg EU Advocacy Advisor
Missing Children Europe	Aagje Ieven Secretary General Francesca Pisanu Policy Assistant

EXPERTS / EXPERTS

5Rights Foundation	Leanda Barrington-Leach Director of International Advocacy & Head of European Affairs Marie-Eve Nadeau EU Advocacy Officer
TEDDY Network Chair	Annagrazia Altavilla Lawyer/PhD Sciences-Ethics/HDR Responsible of International Relations
Child Rights Connect	Alex Conte Executive Director

**ORGANS AND COMMITTEE OF THE COUNCIL OF EUROPE / ORGANES ET COMITES DU
CONSEIL DE L'EUROPE**

Secretary General's Special Representative on Migration and Refugees / <i>Représentante spéciale de la Secrétaire Générale pour les migrations et les réfugiés</i>	Leyla Kayacik Special Representative / <i>Représentante spéciale</i>
Parliamentary Assembly / <i>Assemblée parlementaire</i>	Diana Stoica Member / <i>member</i> Romania / <i>Roumanie</i>
Congress of Local and Regional Authorities / <i>Congrès des pouvoirs locaux et régionaux</i>	Brigitte van den Berg Member of the Current Affairs Committee Representative from the Netherlands
Committee of Experts on the rights and the best interests of the child in parental separation and in care proceedings (CJ/ENF- ISE) / <i>Comité d'experts sur les droits et l'intérêt supérieur de l'enfant dans le cadre des procédures de séparation des parents ou de placement (CJ/ENF-ISE)</i>	Seamus Carroll Chair / <i>Président</i> Ireland / <i>Irlande</i>
Conference of International Non- Governmental Organisations (INGOs) /	Katerina Melissari Member of the Conference INGOs CSC-RC Child Protection Coordinator at "Hope for Children" CRC

<i>Conférence des Organisations internationales non-gouvernementales (OING)</i>	Policy Center
Steering Committee for Human Rights in the fields of Biomedicine and Health (CDBIO) / Comité directeur pour les droits de l'Homme dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CDBIO)	Ritva Halila Chair of the CDBIO Senior Medical Officer Ministry of Social Affairs and Health, Finland
Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)	Malgorzata Milewska Children Rapporteur

SECRETARIAT / SECRETARIAT

Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme	Charlotte Altenhoener-Dion Advisor / Conseillère
Office of the Secretary General's Special Representative on Migration and Refugees / Bureau du Représentant spécial auprès de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés	Carolina Lasen-Diaz Legal Adviser / Conseillère juridique
Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire	Yulia Pererva Secretary of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Secrétaire à la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable Lucia Barbachano Trainee
DGI – Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et Etat de droit	Human Rights and Biomedicine (CDBIO) / Droits de l'homme et biomédecine (CDBIO) Laurence Lwoff Secretary of CDBIO / Secrétaire du CDBIO Information Society Department / Service de la Société de l'information Kristian Bartholin Head of Unit – Digital Development / Chef d'unité Développement numérique Criminal Law and Counter-Terrorism / Droit pénal et lutte contre le terrorisme Irina Taneva Head of Penological Co-operation Unit / Cheffe de l'unité coopération pénologique Justice and Legal Co-operation Department / Service de la coopération judiciaire et juridique Philippe Krantz Legal Officer / Juriste
DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie	Education Department / Service de l'éducation Marta Medlinska Coordinator / Coordinatrice Education Policy Division / Division des politiques éducatives Children's Rights and Sport Values Department / Service des droits des enfants et des valeurs du sport Irena Guidikova Head of Department / Cheffe de service

	Secretariat to the Steering Committee for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité Directeur pour les droits de l'enfant Regina Jensdottir Children's Rights Co-ordinator, Head of the Children's Rights Division / <i>Coordinatrice des droits des enfants, Cheffe de la Division des droits des enfants</i> Katrin Uerpmann Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / <i>Secrétaire du Comité Directeur pour les droits de l'enfant</i> Maren Lambrecht-Feigl Co-Secretary to the Steering Committee for the Rights of the Child / <i>Co-secrétaire du Comité Directeur pour les droits de l'enfant</i> Gioia Scappucci Executive Secretary of the Lanzarote Committee / <i>Secrétaire exécutive du Comité de Lanzarote</i> Mikaël Poutiers Secretariat of the Lanzarote Committee / <i>Secrétariat du Comité de Lanzarote</i> Sylvie Bollini Programme Adviser / <i>Conseillère de programme</i> Mireya Garcia de Murcia Assistant Lawyer / <i>Juriste assistante</i> Stéphanie Burel Senior Project Officer / <i>Responsable principal de projet</i> Zarahi Gasparyan Senior Project Officer / <i>Responsable principal de projet</i> Ovidiu Majina Senior Project Officer / <i>Responsable principal de projet</i> Maia Mamulashvili Communication Valérie Giret-Lerch Assistant / <i>Assistante</i> Audrey Winum Assistant / <i>Assistante</i> Nadia Bouquet Trainee / <i>Stagiaire</i>
Interpreters / Interprètes	Katia Di Stefano Isabelle Marchini